

# L'Aigle Infos

*L'information qu'il vous faut!*



HEBDOMADAIRE INDÉPENDANT D'INFORMATIONS GÉNÉRALES N°278 DU LUNDI 29 MAI 2023 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA : 500

**Interview**

**BEN YOUSOUF KEITA, PRÉSIDENT  
DU PARTI ACP**

**« Nous voulons un mandat  
présidentiel de sept ans,  
renouvelable une fois »**

P.3



**Édito à vue d'Aigle**

## La liberté de la presse en question en Guinée!

Ces derniers jours, l'on a assisté à une sorte de bras de fer entre les autorités de la transition et les organisations professionnelles de la presse. Une situation qui, comme il fallait s'y attendre, a donné lieu à des interprétations et à des réactions de toutes sortes aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Au cours d'une rencontre qui s'est tenue le lundi 22 mai, les organisations professionnelles et le syndicat de la presse n'ont pas mis de gant pour dénoncer un certain nombre de choses... P.2

COMMUNIQUE

P.10



**Dr Moro Achiou SIDIBE,  
ophtalmologiste tradi-praticien  
spécialiste de traitement de  
maux d'yeux**

CONFISCATION DU POUVOIR P.2



**Sékou Koundouno pointe un  
doigt accusateur vers le colonel  
Mamadi Doumbouya**

OPINION

P.4



**Dieu est revenu en Guinée,  
même Satan en parle!**

DÉBAT D'ORIENTATION SUR LA CONSTITUTION P.5

**Le SNE décline 22 points pour le  
retour à l'ordre constitutionnel**

CONAKRY

**L'appel à manifester des 24 et  
25 mai ignoré par les citoyens**

P.4

ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES DE LA PRESSE  
**Pourquoi les actions de protestation  
ont été suspendues**

P.6





## Édito à vue d'aigle



### La liberté de la presse en question en Guinée!

**C**es derniers jours, l'on a assisté à une sorte de bras de fer entre les autorités de la transition et les organisations professionnelles de la presse. Une situation qui, comme il fallait s'y attendre, a donné lieu à des interprétations et à des réactions de toutes sortes aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Au cours d'une rencontre qui s'est tenue le lundi 22 mai, les organisations professionnelles et le syndicat de la presse n'ont pas mis de gant pour dénoncer un certain nombre de choses. Il s'agit entre autres du démantèlement des émetteurs du Groupe de presse AfricVision, du brouillage des ondes des radios FIM FM et Djoma FM, de la restriction des sites d'informations guinéens et des réseaux sociaux, des menaces de fermeture proférées par le ministre porte-parole du gouvernement, Ousmane Gaoual Diallo, contre les médias. Il n'en aura pas fallu davantage pour que ces organisations décident unanimement de boycotter jusqu'à nouvel

ordre toutes les activités du gouvernement et les autres organes de la Transition et d'observer une Journée sans presse le mardi 23 mai 2023 sur toute l'étendue du territoire national. Un mot d'ordre qui a été suivi à la lettre par tous les médias du pays. Dans la soirée, au journal télévisé de la RTG, le président de la Haute Autorité de la Communication (HAC), Boubacar Yacine Diallo, a fait le compte rendu de la rencontre que son institution a eue avec les autorités de la transition, qui, selon lui, auraient fait part de leur attachement indéfectible au respect de la liberté de la presse, considérée comme le 4ème pouvoir dans un système démocratique. Après la restitution des émetteurs et la fin du brouillage des ondes, le boycott des activités du gouvernement a été suspendu.

Pour certains, au regard de tout ce qui précède, la liberté de la presse est bel et bien en danger sous la transition CNRD. Pour d'autres par contre, le président de la transition, le colonel patriote Mamadi Doumbouya, depuis son avènement au pouvoir dans les circonstances que l'on sait, n'a cessé de poser des actes et de prendre des décisions en faveur de la presse : des journalistes ou des communicants nommés à des postes plus ou moins importants (Moussa Moïse Sylla, Thierno Mamadou Bah, Adèle Camara, Souleymane Thianguel Bah, Aya Diawara, Mandian Sidibé). Ces pro-CNRD rappellent aussi qu'une maison de la presse a été mise à la disposition des journalistes à Conakry et dans les capitales régionales du pays (Kindia, Labé, Kankan, N'zérékoré). Un fonds d'appui aux médias a été créé. La subvention annuelle accordée aux médias privés a été revue à la hausse. Comme on le voit donc, les avis des Guinéens restent partagés par rapport au respect de la liberté de la presse dans leur pays. Espérons que le CNRD et son gouvernement se garderont de se mettre à dos les journalistes qui, à leur tour, se doivent de faire preuve de professionnalisme et de responsabilité dans la collecte, le traitement et la diffusion de l'information en cette période sensible qu'est la transition.

Kéfina Diakité

## CONFISCATION DU POUVOIR Sékou Koundouno pointe un doigt accusateur vers le colonel Mamadi Doumbouya

*Sékou Koundouno, le responsable des stratégies et de la planification du FNDC dissous, dans une tribune publiée sur les réseaux sociaux, a accusé le colonel Mamadi Doumbouya de vouloir se maintenir au pouvoir contre la volonté du peuple de Guinée.*



« Pour y arriver, ils passeront par deux voies. Il s'agit de se servir de procédures judiciaires fantaisistes, avec la complicité de magistrats indignes d'exercer cette fonction, pour éliminer les acteurs politiques majeurs. L'autre voie consiste à profiter d'une faille dans la Charte de la Transition pour se porter candidat à la prochaine élection présidentielle qui sera émaillée de fraudes sans précédent.

En effet, l'article 46 de la Charte indique que le Président de la Transition et les membres du CNRD ne pourront pas faire acte de candidature aux élections nationales et aux élections locales qui seront organisées pour marquer la fin de la Transition. C'est cette disposition qui semble rassurer certains quant à la volonté de la junte militaire de rendre le pouvoir à l'issue de la Transition. Mais cet article est totalement muet en ce qui concerne l'hypothèse où le Président de la Transition ou un membre du CNRD qui démissionnerait de sa fonction à quelques mois de la fin de la Transition...En vérité, le silence de la Charte sur cette question est voulu et s'inscrit justement dans

l'agenda du CNRD. C'est bien le plan de Mamadi Doumbouya pour conserver le pouvoir. C'est le lieu de rappeler les propos de Ousmane Gaoual Diallo, porte-parole du Gouvernement, qui disait que Mamadi Doumbouya ne ferait pas un jour de plus au-delà des 24 mois. Il a ajouté que s'il devait y avoir plus de 24 mois de Transition, ce serait un autre qui dirigerait celle-ci. Ce qu'il faut comprendre de ces déclarations, c'est que tout porte à croire que Mamadi Doumbouya, dans les mois où semaines qui précéderont l'organisation de l'élection présidentielle, démissionnera de sa double fonction du Président de la Transition et de Président du CNRD, pour se porter candidat. Ainsi, l'article 46 de la Charte de la Transition ne lui sera plus applicable », accuse Sékou Koundouno, le responsable des stratégies et de la planification du FNDC dissous.

Mamadou Saïdou

**Le Diable vous fait craindre  
l'indigence et vous commande  
des actions honteuses; tandis  
qu'Allah vous promet pardon et  
faveur venant de Lui. [...]**





BEN YOUSOUF KEITA, PRÉSIDENT DU PARTI ACP

## « Nous voulons un mandat présidentiel de sept ans, renouvelable une fois »

*Le Conseil National de la Transition a ouvert depuis le 15 mai dernier, le Débat d'Orientation Constitutionnel à l'Hémicycle du Palais du peuple. Cette initiative de l'institution dirigée par Dr Dansa Kourouma demande à tous les Guinéens, où qu'ils soient et de quelque bord qu'ils soient, d'apporter leur contribution pour l'élaboration d'une nouvelle constitution. Le ton a été donné par les coalitions politiques sans la participation du parti de l'Alliance pour le Changement et le Progrès (ACP) de Dr Ben Youssouf Kéita. Une formation qui s'inscrit pourtant dans les idéaux du CNRD. Malgré sa résignation, ce leader politique fait sa contribution dans les colonnes de votre hebdomadaire.*

**L'**L'Aigleinfos : Le débat d'orientation constitutionnel est ouvert au CNT depuis des jours, et le temps accordé aux coalitions politiques est écoulé mais jusque-là votre parti ACP ne fait pas partie d'une coalition. Qu'est-ce qui explique cette résignation ?

**Dr Ben Youssouf Kéita :** L'ACP est née le 21 janvier 2022. Comme nous avons l'ambition de diriger le pays, nous avons dit vaut mieux observer, se préparer et diriger nos forces à l'implantation tant à l'intérieur qu'à l'extérieur pour pouvoir peser notre poids dans les décisions à venir. Donc l'ACP n'a accepté d'adhérer à aucune coalition pour le moment quoique nous ayons été sollicités par beaucoup de coalitions mais pour nous, ce n'est pas une course de vitesse mais une course de fond. Et le moment viendra où nous allons adhérer à une coalition parce que nous ne pouvons pas évoluer à vase clos.

**L'Aigleinfos :** Est-ce qu'on peut insinuer que le président de l'ACP préfère un amendement de la constitution de 2010 plutôt qu'une nouvelle constitution ?

**Dr Ben Youssouf Keita :** La constitution de 2010 est l'une des meilleures qui existent et elle a été faite en période de transition qui avait à sa tête une syndicaliste, Hadja Rabiathou Serah Diallo. Cette constitution en son article 10 avait verrouillé totalement et définitivement cette affaire de troisième



mandat. C'est ce problème de troisième mandat qui a amené le coup d'Etat du 5 septembre 2021. La constitution là, elle était parfaite. Nous pouvons l'amender et c'est bien possible et moins coûteux parce qu'il n'y a pas beaucoup de choses à lui reprocher. Mais cela ne signifie pas que nous ne sommes pas pour l'élaboration d'une nouvelle constitution parce que la manière dont ils ont procédé en demandant l'avis des populations depuis le village jusqu'à la capitale, nous saluons cette initiative. Si on ne peut pas améliorer la constitution de 2010, ce qui est sûr, on ne s'en éloignera pas beaucoup.

**L'Aigleinfos :** Admettons que vous, Dr Ben Youssouf Keita, vous décidez d'apporter vos contributions à l'avant-projet de cette nouvelle constitution. Quel régime de gouvernance

choisirez-vous et le mandat présidentiel ?

**Dr Ben Youssouf Keita :** Pour une question de partage de pouvoir et qu'on évite le culte de la personnalité qu'il y ait un président et un vice-président et que les deux soient élus sous la même bannière tel qu'en Sierra-Leone ou aux Etats-Unis. De l'autre côté, nous voulons un Premier ministre issu de la majorité à l'assemblée nationale. Quant à la durée présidentielle, je vous surprendrai parce que pour une question de stabilité, je veux un mandat de sept ans renouvelable une fois. Vous savez quand vous avez été élu démocratiquement pour sept, pendant les deux premières années, vous prenez vos marques et vous n'êtes pas sous stress mais aussi vous travaillez plus. Et après sept ans, vous verrez librement si vous pouvez vous représenter selon vos

résultats.

**L'Aigleinfos :** Pendant ce temps, une frange importante des partis politiques et de la société civile réunis au sein des Forces Vives de Guinée décident de ne pas associer leur image à ce projet. Est-ce que vous comprenez leur attitude ?

**Dr Ben Youssouf Kéita :** C'est leur droit le plus absolu, nous sommes en démocratie. Nous, nous aurions souhaité qu'ils participent mais nous comprenons qu'ils ne soient pas venus car

chacun défend sa chapelle. Nous à l'ACP, nous voudrions que tous les Guinéens y participent. Si nous n'avons pas participé c'est parce que tout simplement nous n'appartenons pas à une coalition pour le moment mais nous soutenons l'initiative. Et nous demandons à tout le monde de venir parce que c'est autour de la table et c'est pendant la discussion que jaillit la lumière. Dans les situations pareilles, on dit tout ce qui se décide en votre absence alors que vous pourriez être là mais vous avez refusé, sera contre vous. Et si ce n'est pas en leur faveur, à qui ils font se plaindre ? Nous avons tous les mêmes droits et devoirs, et personne n'a le titre foncier de la Guinée. Donc, personne ne doit rester de côté pour éviter toute frustration.

**L'Aigleinfos :** Merci à vous Dr Ben Youssouf Kéita, président de l'Alliance pour le Changement et le Progrès (ACP).

**Dr Ben Youssouf Kéita :** C'est à moi de vous remercier !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

Lisez le journal  
numérique sur le site

**Kéfinafasso**  
www.kefinafasso.com

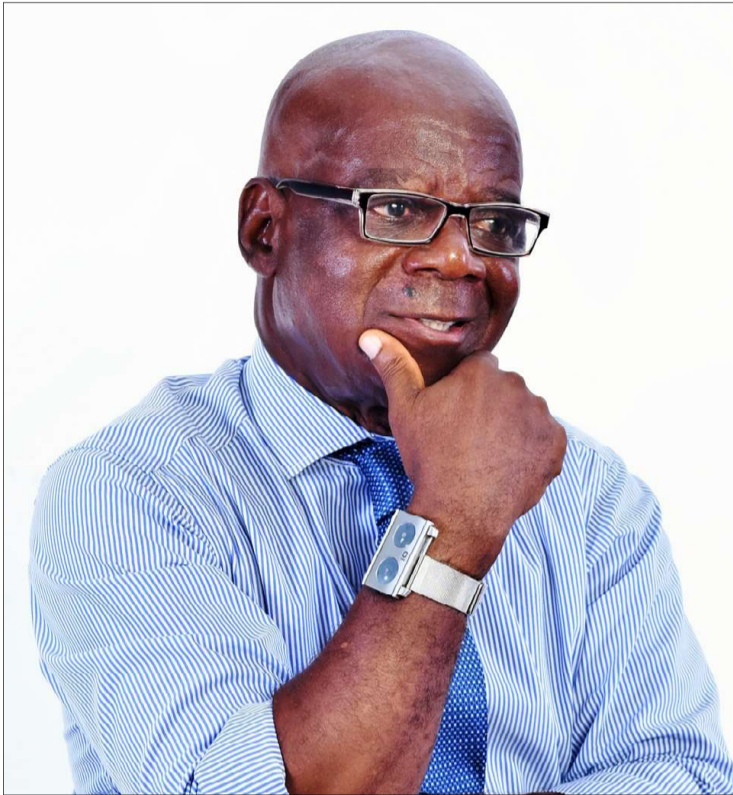
Votre site indépendant d'information tous azimuts.



## OPINION

**Dieu est revenu en Guinée, même Satan en parle !**

**L'offre crée sa propre demande et impose les préalables non négociables. Les pays africains ont bénéficié du reliquat des montants du plan Marshall alloués à la reconstruction de l'Europe de l'après-guerre. Quinze ans plus tard, naîtra l'idée d'aide bilatérale au développement, mais à une seule condition, la démocratie comme préalable. Certes, l'idée était bonne mais malheureusement nous n'étions pas suffisamment préparés à la gestion participative de la cité.**



**C**a fait 50 ans que ça dure, l'expérience de la démocratie est créditée d'échec. Le préalable du donateur nous a été notoirement imposé.

Les partis politiques sont ethniques, le combat politique est tribal, nous

sommes en plein dans le nombrilisme routinier sur toutes les questions, nous sommes embrigadés dans un brigadat insupportable, pression communautaire, lobby d'influences économiques et financières. Je n'oublie pas la bipolarisation mécanique de

béni-oui-oui en charge de la destruction.

Du coup, la menace des citoyens devient existentielle, elle va jusqu'à la mise en danger de la République suite aux multiples collisions extrêmes dans les quartiers à haute température Celsius entre pouvoir et citoyens manipulés à base d'une promesse de paradis terrestre.

On vote le nom du leader politique mais pas son programme.

Il arrive des fois qu'un éventuel candidat aux élections oppose le refus de répondre à l'appel de la justice de son pays. C'est tout de même pathétique pour quelqu'un qui prétend exercer la plus haute fonction de la magistrature suprême sans se plier aux ordres des magistrats de son pays. Il y a sûrement plus de peur que de mal à cause des échos du juridico, sinon rien ne peut contre la présomption d'innocence de

Jacob Zuma. L'on veut juste en savoir davantage sur le passif de la gestion d'un commis d'Etat. Rien d'anormal n'est-ce pas?

Il nous faut cependant accepter que les effets des transitions aient une cause, d'où par conséquent, certains partis politiques s'exposent à la dissolution ou à la perte de leurs agréments pour incivisme incendiaire.

Bien évidemment, il fallait s'y attendre.

La réaction des autorités face aux agissements précipités de certains citoyens qui n'ont d'autres vocations que d'attiser la tension jusqu'à la guérilla urbaine par l'Intifada. Fait insolite qui ne laisse aucune autorité indifférente surtout quand on franchit au Rubicon.

Les idéologues et concepteurs de ladite guérilla estiment que la transition c'est pour 24h, pas plus. Beaucoup d'entre eux se plaisent à coller la

mauvaise note au CNRD, malgré la présence des Bulldozers et Caterpillars en mouvement dans toutes les communes de Conakry. Qu'est-ce qui est surprenant ou nouveau après la mise à la retraite de 44 généraux budgétivores et 12 mille fonctionnaires fictifs déboussolés dont certains n'étaient même pas encore nés. Bref, Dieu est revenu au bercail, même Satan en parle.

La Guinée à urgemment besoin de dictature positive à l'image du Rwanda, de la Côte d'Ivoire, du Togo, du Gabon, du Cameroun ou encore du Kenya. Ce n'est qu'à cette condition que le décollage tant attendu depuis l'indépendance sera effectif, à défaut c'est le black-out cyclique.

J'aurais mieux écrit si j'avais été à l'école.

**Thomas Morgan Mamy**  
Éditorialiste, libre  
opinion.

Tél: 629 89 27 58  
Whatsapp 623 19 49 16

## CONAKRY

**L'appel à manifester des 24 et 25 mai ignoré par les citoyens**

**La manifestation à l'appel des Forces Vives de Guinée n'a pas été suivie les 24 et 25 mai 2023 dans le grand Conakry. En tout cas, c'est l'atmosphère qui a prévalu sur l'Axe Leprince. Boutiques et magasins étaient ouverts et les citoyens ont vaqué à leurs occupations sans être inquiétées.**

L'axe Leprince a tourné à la normale le mercredi 24 et le jeudi 25 mai, deux journées de manifestation à l'appel des Forces Vives de Guinée. À 10H, la circulation était fluide au rond-point de Cosa, et des citoyens suivaient leur programme habituel. Les femmes étalagistes, marchands ambulants, boutiquiers et magasiniers et autres, tous menaient leur commerce dans le calme. A la plaque Cellcom, une zone réputée pour des tensions, aucune présence de groupe de jeunes sur les lieux. C'est le même climat qui a régné à Bomboly et à Koloma marché.

Sur ce trajet, on pouvait remarquer la présence des pickups de la gendarmerie et de la police à chaque point stratégique connu pour des tensions. À Bambéto également, c'est là qu'il y avait la présence d'un dispositif important de l'armée. Quatre Mamba et une dizaine de pickups, tous stationnés à chaque pas de l'autre. Là d'ailleurs, ce sont les agents de l'armée qui régulaient la circulation. Aucun mouvement de résistance de ce côté jusqu'au niveau de Gnaréwada et Hamdallaye.

Le marché Madina, grand centre de négoce a fonctionné

à son rythme habituel comme si de rien n'était. La même atmosphère est observée sur l'autoroute Fidel Castro, l'itinéraire indiqué par les organisateurs de la manifestation. D'ailleurs, les forces de sécurité et de défense ou encore des éléments de l'armée étaient moins visibles sur ce tronçon. C'est seulement à la Tannerie, point de départ de la marche où un pick-up de la police était stationné.

À 13H, notre équipe est arrivée à Wanindara. Là, deux pickups de l'armée y étaient visibles mais sans la moindre

présence de manifestants. Ici, c'est la psychose totale. Les jeunes manifestants disent s'être résignés à cause de la présence de l'armée dans leur zone.

« On ne peut pas se mesurer à ces militaires, ils ont des armes de PMK, comme s'ils venaient à Kidal. Ceux-ci sont formés pour tuer. Nous, ce sont les policiers et gendarmes que nous connaissons », a confié un jeune du quartier, tout en déplorant la répression dont sont victimes les populations de l'Axe à chaque fois qu'il y a appel à manifestation de l'opposition. Il demande au

colonel Mamadi Doumbouya de faire attention à son entourage.

« Il faut que le Colonel sache que les ministres et secrétaires généraux qui sont avec lui ne l'aiment pas. Ils veulent juste prendre pour eux et partir. Et après, c'est lui qui aura des comptes à rendre », a-t-il conseillé.

Pas de blessés, ni d'arrestation, encore moins de perturbation de la circulation dans le grand Conakry. C'est le bilan de ces deux jours de manifestation à l'appel des Forces Vives de Guinée.

**Samuel Demba. D**



## DÉBAT D'ORIENTATION SUR LA CONSTITUTION

**Le SNE décline 22 points pour le retour à l'ordre constitutionnel**

**L'ouverture d'un débat d'orientation constitutionnel par le Conseil national de la transition (CNT) qui fait office d'organe législatif de la transition est saluée par multiples des sociopolitiques. Ces organisations dont le SNE, estiment que les crises qui ont émaillé l'histoire politique du pays de 1958 à nos jours, ont parfois remis en cause les fondamentaux de la République : le vivre-ensemble, la cohésion sociale, la stabilité politique et institutionnelle.**

Dans son discours de circonstance, le Secrétaire général du SNE dit adhérer à ce projet.

« Nous, Syndicat national de l'Education (SNE), avons décidé de répondre à cet appel citoyen et républicain en vue d'apporter notre part d'orientation et de contribution à l'élaboration d'un nouveau contrat social ou pacte social qui, au-delà de nos clivages politiques et sociaux, nous appelle à la responsabilité et à l'unité d'action afin de bâtir un Guinéen nouveau dans une nouvelle Guinée.

Loin de nous toute prétention de vouloir nous ériger en professeurs de philosophie politique, de sociologie politique, de sciences politiques, de droit constitutionnel ou de droit politique pour vous donner des leçons en lien avec l'élaboration d'une constitution. Le CNT est composé d'hommes et de femmes venant de différents horizons universitaires, politiques et socio-économiques, pétris de talents et d'ingénierie constitutionnelle. Nous sommes devant vous pour vous dire ce que vous connaissez déjà mais que vous voulez que nous vous disions que nous le savons aussi. Donc un rendez-vous du donner et du recevoir sur les théories contractuelles de l'Etat.

En effet, il convient de signaler que les mutations constitutionnelles des années 90 et 2000 étaient des réponses institutionnelles aux demandes de démocratisation de notre pays.

L'espace politique guinéen a fait corps depuis 1958 avec une idée de constitution importée. L'enjeu se cristallisait autour de la greffe constitutionnelle, c'est-à-dire une sorte de mimétisme constitutionnel axé sur le décalque du modèle occidental qui est en déphasage avec les croyances, les valeurs et les représentations de nos traditionnelles sociétés politiques ; et pourtant chaque



société politique élabore la constitution qui correspond à l'idée qu'elle se fait de l'homme et de ses réalités socioculturelles, politiques et économiques. Conséquence, notre société politique est plongée dans une récurrence d'instabilité politique, juridique et institutionnelle du fait des coups d'Etat militaires et constitutionnels et de l'hyper-présidentialisme ; c'est-à-dire la toute-puissance du chef de l'Etat construite sur une présidence ad vitam aeternam mais aussi et surtout l'ethnicité de la vie politique, l'instrumentalisation de l'ethnie, de la religion et de la justice, la caporalisation et la multiplicité des institutions inadaptées à nos réalités socioculturelles, politiques et économiques. La dialectisation du pluralisme ethnique et du pluralisme politique. La pratique constante des gouvernements d'union nationale, de large ouverture, de coalition ou de consensus a permis de tordre le cou à nos lois nationales. L'autorité de la chose consensuelle utilisée pour prévenir les conflits politiques a plutôt contribué à désacraliser l'autorité de l'Etat et fragiliser les institutions républicaines. Face à cet anachronisme, à cette obsolescence, évanescence et déliquescence de notre gouvernance politique et

administrative, il est d'une nécessité impérieuse pour nous de repenser nos modèles politique, social, économique et culturel ; c'est-à-dire élaborer une nouvelle théorie contractuelle de l'Etat, un pacte social une nouvelle constitution. Quelle constitution pour la Guinée ?

On est tenté de nous inscrire dans la lignée du philosophe grec de l'antiquité Solon. Une constitution.

Pour quel peuple ? Quel Etat et quelle époque ?

Ainsi pour maintenir la paix et garantir la stabilité de l'ordre constitutionnel dans notre pays, il nous faut :

1- Renforcer la règle selon laquelle les réformes constitutionnelles ne réinitialisent pas le décompte de la limitation des mandats.

2- Une vigilance continue des acteurs nationaux pour le respect de la limitation du nombre et de la durée du mandat du Président de la République. Parmi les six formes d'intangibilité constitutionnelle qui ne peuvent pas faire l'objet d'une révision constitutionnelle : la forme républicaine de l'Etat, le principe de la laïcité, le principe de l'unicité de l'Etat, le principe de la séparation et de l'équilibre du pouvoir, le pluralisme politique et syndical, le nombre et la durée des mandats du Président de la

République, seule la sixième est souvent en grande partie source d'instabilité politique et institutionnelle.

On doit chercher à savoir pourquoi.

- Pénaliser toutes les actions allant dans le sens de la modification du nombre et de la durée des mandats du Président de la République. Les présidents sont toujours animés de très bonnes intentions, mais ils sont toujours induits en erreur par leur entourage qui ne veut pas perdre les délices du pouvoir.

4- Passer du quinquennat au septennat renouvelable une seule fois.

5- Concilier l'Etat de droit et la démocratie. L'organisation des élections ne suffit pas pour parler de démocratie. L'élection, c'est la fête de la démocratie, une sorte de légitimation du pouvoir politique détenu par une personne ou un groupe de personnes investies de la confiance populaire.

6 - Le contrôle civil et administratif de l'armée pour éviter son immixtion récurrente dans le jeu politique. Nommer des civils aux postes stratégiques dans l'armée, histoire d'avoir une armée républicaine garante de la défense de l'intégrité du territoire et des institutions de la République.

7 - Acter la séparation de l'Etat et de la religion par le

désengagement de l'Etat dans le financement des activités religieuses et la construction des édifices religieux et orienter ce budget dans la construction d'infrastructures scolaires et sanitaires et l'amélioration des conditions de vie et de travail des fonctionnaires de façon générale et des enseignants de façon particulière : la politique aux politiques, la religion aux religieux.

8- Elaborer un système éducatif conforme au modèle économique que nous ambitionnons. Seul le développement du capital humain pourra nous permettre de transformer nos immenses ressources naturelles en des opportunités de développement. Car il n'y a de ressources que d'hommes.

9- La diversification des filières par la création des collèges et lycées techniques dans toutes les préfectures en fonction des atouts économiques de chacune.

10- Augmenter le budget de l'éducation, facteur de croissance économique, de la compétitivité nationale et préalable de tout développement.

11- Adapter les programmes d'enseignement aux réalités socioculturelles et économiques du pays.

12 - Réglementer le recrutement des enseignants contractuels.

13 - Opérationnaliser la fonction publique locale pour les agents de l'éducation et de la santé.

14 - Créer un conseil supérieur de l'éducation (CSE) composé d'anciens ministres de l'éducation, de syndicats de l'éducation, d'associations de parents d'élèves et amis de l'école chargé d'orienter les politiques éducatives publiques.

15 - Elaborer une politique holistique de la profession enseignante afin de créer un choc d'attractivité dans le secteur de l'éducation.

(Suite page 5)



## DÉBAT D'ORIENTATION SUR LA CONSTITUTION

# Le SNE décline 22 points pour le retour à l'ordre constitutionnel

16 – Rédiger un nouveau statut particulier de l'éducation adapté aux réalités actuelles du monde du travail.

17- Promouvoir la politique d'équilibre régionale marquant la reconnaissance pratique de la diversité ethnique. Cela nous permettra de lutter contre l'ethnicité de la vie politique.

18 -Institutionnaliser la chefferie traditionnelle en vue de concilier démocratie et pratiques sociales

19- Mettre en place une justice distributive et socialisatrice en lien avec les mécanismes traditionnels de prévention, de gestion et de résolution des conflits dans nos sociétés traditionnelles. En clair sortir du mimétisme juridique.

20 – Maintenir le régime présidentiel tout en renforçant le bicéphalisme de l'exécutif par l'instauration d'une cohabitation.

21- S'inspirer des mécanismes traditionnels d'alternance au pouvoir jadis pratiqués dans le Fouta théocratique entre les Alphaya et les Sorya , histoire de permettre à toutes les

composantes sociales d'exercer le pouvoir d'Etat.

22- Revoir la politique de décentralisation actuelle qui ne profite en grande partie qu'aux ONG et acteurs au développement au détriment des populations locales. La semi-autonomie des régions est souhaitable .

Chers honorables conseillers nationaux, votre responsabilité est engagée. Votre honneur et votre crédibilité en dépendent. Vous devrez écrire votre nom en lettres d'or dans les annales ou le panthéon de l'histoire politique de notre beau pays la Guinée que vous devrez mettre au-dessus de vos querelles partisans de chapelle politique, syndicale sociale et communautaire.

Nous devons éviter les erreurs du passé en ne faisant pas les mêmes choses et s'attendre à des résultats différents. Travaillez en toute indépendance d'esprit sans pressions extérieures et achat de conscience.

La nation vous regarde et l'avenir vous jugera. », a déclaré Pepé Balamou.

**Samuel Demba. D**

## ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES DE LA PRESSE

# Pourquoi les actions de protestation ont été suspendues

Le 26 mai, à travers une déclaration, les organisations professionnelles et le syndicat de la presse ont annoncé la suspension de leurs actions de protestation. Une déclaration dont nous vous livrons ici l'intégralité.



« Après la restitution des émetteurs du Groupe de presse Afric Vision, l'arrêt des brouillages des ondes des radios FIM FM et Djoma FM et la levée de la restriction des accès aux sites d'informations guinéens, les Organisations Professionnelles et le Syndicat de la Presse ont décidé de suspendre toutes les actions qui étaient initialement prévues contre le Gouvernement et les Organes de la Transition. Ces actions étaient :

1- le Boycott de toutes les activités du gouvernement et des autres organes de la

Transition ;

2- le Boycott de la Semaine Nationale des Métiers de l'Information et de la Communication (SENAMIC) ;

3- Une synergie des médias sur le musèlement de la presse et le recul de la démocratie le mardi 30 mai ;

4- Une marche de protestation le jeudi 1er juin 2023 sur toute l'étendue du territoire national.

Les Organisations Professionnelles et le Syndicat de la Presse remercient toutes les personnes qui se sont impliquées pour cette issue

heureuse.

Les Organisations Professionnelles et le Syndicat de la Presse restent vigilants sur toute nouvelle tentative de musèlement de la presse », ont justifié les organisations professionnelles et le Syndicat de la presse la suspension de leurs actions de protestation contre les autorités de la transition qui, de l'avis général, devraient dorénavant se garder de poser des actes allant dans le sens du musèlement de la presse.

**Mamadou Saïdou**

## NOUVELLE CONSTITUTION

# Le Mouvement syndical favorable aux candidatures indépendantes

Les débats d'orientation sur la nouvelle constitution se poursuivent au CNT. Le mercredi, 24 mai 2023, dans le cadre desdits débats, le mouvement syndical s'est dit favorable aux candidatures indépendantes.

La rédaction d'une nouvelle constitution fait partie des étapes importantes de cette transition conduite par le colonel Mamadi Doumbouya. Depuis le 15 mai, l'hémicycle du palais du peuple sert de cadre aux débats d'orientation. Les entités sociopolitiques, les organisations syndicales et patronales se succèdent pour faire des propositions par rapport au contenu de cette constitution. Le mercredi, 24

mai 2023, dans le cadre desdits débats, le mouvement syndical s'est dit favorable aux candidatures indépendantes. Kader Aziz Camara, au nom des centrales syndicales, a par ailleurs sollicité la mise en place du système politique garantissant la paix et la stabilité sociale dans le pays. Ce qui permettra aux citoyens, selon lui, de jouir de leur liberté et leurs droits fondamentaux dans un cadre stable.

« Pour ce faire, les constituants devraient mettre les garde-fous dans la nouvelle Constitution pour lutter contre : l'ethnocentrisme qui s'est malheureusement enraciné dans notre pays ; l'instrumentalisation de la Constitution qui nous a toujours conduits à des crises ; l'instrumentalisation de la justice qui porte atteinte au bon fonctionnement d'un État

de droit ; la manipulation du processus électoral», a-t-il fait comprendre.

Et de poursuivre en ces termes : « Nous sollicitons dans ce cadre, la mise en place d'un organe de gestion des élections inamovible, à l'image de ce qui se fait au Ghana, c'est-à-dire mettre en place une CENI inamovible qui évitera la féodalisation de la Constitution. Dans la même logique, nous pensons que le

fichier électoral est à établir séparément du recensement administratif à vocation d'état civil. Cela évitera toute forme de confusion entre les deux fichiers. Par rapport aux candidatures indépendantes, le mouvement syndical veut qu'on donne la possibilité à chaque Guinéen d'être candidat même sans relever d'un parti politique »

**Mamadou Saïdou**



## MENACE CONTRE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

**Le parti d'Aliou Bah interpelle les autorités...**

**Le parti -Mouvement Démocratique Libéral (MoDeL)-, dirigé par Aliou Bah a exprimé ce lundi 22 mai 2023, sa profonde préoccupation face aux violations de la liberté d'expression, de la liberté de la presse et des libertés fondamentales en Guinée. Cette formation politique a appelé les autorités guinéennes à respecter les principes fondamentaux de la liberté d'expression et de la liberté de la presse, piliers essentiels d'une société démocratique.**



« La récente coupure d'internet et le blocage de l'accès aux réseaux sociaux représentent une atteinte flagrante à la liberté d'expression des citoyens

guinéens. La communication en ligne est devenue un moyen essentiel pour exprimer des opinions, partager des informations et participer au débat public, et ces restrictions imposées par les autorités entravent considérablement ces droits fondamentaux.

De plus, la liberté de la presse est également menacée en République de Guinée. Les journalistes, qui jouent un rôle crucial dans la diffusion d'informations vérifiées et indépendantes, font face à des intimidations. Ces actes portent atteinte à la liberté d'expression, au droit du public à l'information et à la transparence, et affaiblissent la démocratie dans le pays », a dénoncé le Model.

Appelant les autorités guinéennes à respecter les principes fondamentaux de

la liberté d'expression et de la liberté de la presse, qui sont des piliers essentiels d'une société démocratique, le parti d'Aliou Bah exhorte le gouvernement à mettre fin à la coupure d'internet et au blocage des réseaux sociaux, permettant ainsi aux citoyens de jouir pleinement de leur droit à la liberté d'expression et à l'accès à l'information.

« Nous demandons également aux autorités de garantir la sécurité des journalistes et de respecter leur rôle crucial dans le fonctionnement démocratique du pays. Les journalistes doivent pouvoir exercer leur profession librement, sans crainte de représailles ni de violences, et avoir accès à des sources d'information diversifiées », a lancé le Model.

Il appelle la communauté internationale, les organisations de défense

des droits de l'homme et les instances régionales à suivre de près la situation en République de Guinée et à prendre des mesures pour faire respecter les droits fondamentaux des citoyens, notamment la liberté d'expression, la liberté de la presse et les libertés individuelles.

« Nous restons solidaires avec le peuple guinéen dans sa quête de liberté, de démocratie et de respect des droits fondamentaux. Nous appelons à un dialogue ouvert et inclusif pour résoudre les problèmes en cours et promouvoir un environnement propice à la liberté d'expression et à la liberté de la presse en République de Guinée », a lancé le Mouvement Démocratique Libéral (MoDeL).

NET AFRIQUE

## RPG ARC-EN-CIEL

**Les Forces vives s'invitent à l'AG du parti d'Alpha Condé**

**A la faveur de l'assemblée générale du RPG Arc-en-ciel qui s'est tenue le samedi 27 mai, l'ancien ministre Lansana Komara, membre du bureau politique national de l'ex-parti au pouvoir, a rassuré les militants que tout se passerait bien au sein des Forces vives de Guinée.**

« On vous fait croire que les Forces vives sont à un niveau de séparation, ce qui n'est pas du tout vrai. Au contraire, les forces vives tiennent régulièrement leur réunion, on prend les décisions ensemble. Comme vous le savez, c'est un ensemble de coalitions de partis politiques qui constituent les forces vives avec la société civile. La lutte pour les préalables n'est pas abandonnée, la lutte continue. Une infime partie est déjà exécutée. Et nous continuons la lutte et nous avons bon espoir que le reste sera fait dans peu de temps. C'est à dire, la libération de nos camarades Ibrahima Kassory Fofana et compagnie et le retour des exilés. C'est inévitable, il faut

le faire. On ne peut pas faire le dialogue, sans ces forces, on ne peut pas construire la nation, sans ces forces. Donc aujourd'hui, pour que notre pays marche, il faut un accord politique bien ficelé et s'il n'y a pas d'accord politique bien ficelé, le pays ne bouge pas, personne ne considère le pays. Donc c'est pourquoi, nous demandons qu'il y ait cet accord politique bien ficelé pour que tout le monde se retrouve là-dedans. Donc la lutte continue au niveau des Forces vives... Les manifestations passées, vous les avez suivies, le pouvoir était obligé d'utiliser les artilleries lourdes contre des populations à main nue. C'est ce qui décrédibilise et



qui continue à décrédibiliser le pays sur le plan national, comme sur le plan extérieur. Nous souhaitons que cela ne se répète plus et que les manifestations comme dans les pays sérieux, comme dans les pays civilisés, que les manifestations soient

accordées et que les manifestations soient encadrées. Nous sommes convaincus que si les manifestations sont accordées et encadrées, les forces vives sont capables de mettre dans les rues près de 2 millions de

personnes. Oui ou non? Oui répondent les militants. Donc nous sommes prêts pour maintenir les forces vives, la cohésion etc. », a déclaré Lansana Komara.

Kéfina Diakité



## PRESSE

## Les émetteurs de Sabari FM et Love FM restitués

Le vendredi 26 mai 2023, après le dépôt des lettres d'information pour la marche pacifique qui était prévue le jeudi 01 juin à Conakry, le Secrétaire Général du Syndicat des Professionnels de la Presse de Guinée, Sékou Jamal Pendessa, a martelé que tant qu'il restera un seul point non résolu, ils vont continuer le mouvement.



Il faut rappeler que ces actions sont consécutives à la Journée sans presse observée le mardi 23 mai dernier sur toute l'étendue du territoire. Cela, pour dénoncer des actes liberticides dont sont victimes les entreprises de presse notamment le brouillage des antennes du Groupe FIM FM, DJOMA FM et SOLEIL FM et l'accès difficile aux sites d'information comme [Guineemation.com](http://Guineemation.com), [Lereverateur24.com](http://Lereverateur24.com), [Africaguinee.com](http://Africaguinee.com), ... Mais heureusement, le gouvernement de la transition a lâché prise suite aux différentes interpellations tant en interne qu'à l'international.

Au cours d'une rencontre d'urgence tenue à la Maison de la Presse de Conakry, les hommes de médias ont annoncé la suspension de leur mot d'ordre de boycott des activités du CNRD et tous les organes de la transition.

« Les émetteurs de Sabari FM et de Love FM nous ont été remis. Et, nous nous sommes rendus sur le site de Koloma. Les émetteurs ont été installés. Au moment où je vous parle, Sabari et Love FM émettent. C'était le premier point de nos revendications. Le deuxième point, c'était le brouillage des ondes que subissaient Djoma et FIM FM. Depuis 24 heures, c'est-à-dire hier et aujourd'hui, les brouillages ont cessé. Le troisième point, c'était la restriction des sites internet guinéens. Depuis hier aussi, ces restrictions ont cessé. Par conséquent, après concertation avec l'ensemble des organisations professionnelles et avec l'avis favorable du syndicat, nous avons décidé de suspendre les mesures qu'on avait prises contre le gouvernement et les organes de la transition. », a annoncé Amadou Tham Camara, porte-parole du mouvement.

Ces actions ont été rendues possibles grâce à l'implication

de l'ancienne ministre de l'Information et de la Communication, Rose Pola Pricémou.

« Suite donc à la médiation de l'ancienne ministre de l'Information madame Rose Pola Pricémou, nous avons pu nous rendre ce matin à son bureau, et elle nous a vraiment aidés dans la résolution de cette crise parce que tout de suite, elle s'est impliquée comme par le passé, elle s'était impliquée pour régler le problème de Djoma lorsque les comptes étaient gelés (...). Séance tenante, nous nous sommes rendus là-bas. Le deuxième point concernait le brouillage des ondes de Djoma et FIM FM. Depuis 24 heures, ces brouillages ont cessé. Le troisième point concernait les restrictions d'accès aux sites internet, et depuis hier également, ces restrictions ont été levées. Elle nous a vraiment aidés à résoudre cette crise. », a expliqué Amadou Tham Camara, président de l'AGUIPEL.

Suite à cette suspension, la

presse privée peut donc commencer à couvrir les activités gouvernementales tout en restant vigilante. « Ceci étant dit, nous restons évidemment vigilants tout en remerciant tous ceux qui se sont impliqués pour la résolution de la crise. Je voulais remercier tous nos confrères et consœurs pour le respect de la consigne donnée. Il faudra savoir aujourd'hui que cette union de la presse Guinéenne est citée en exemple dans le monde. Donc, la principale information, c'est que les mesures qui avaient été prises contre les instances gouvernementales et les organes de la transition sont suspendues. Mais, nous restons vigilants », a-t-il déclaré.

« On avait dit qu'on n'allait pas freiner la machine tant qu'il restait un seul point de nos revendications. J'étais avec la plupart de vos collègues ce matin à la mairie de Kaloum où on a déposé la lettre pour la marche du 1er juin. Pour le cas précis des manifestations de rue, la marche qui était prévue, on décide une nouvelle fois de la suspendre. Elle n'est que suspendue et restez en alerte, puisqu'on ne sait jamais », a rappelé Sékou Jamal Pendessa, Secrétaire Général du SPPG.

Le porte-parole de Presse Solidaire se réjouit de la solidarité qu'il y a eu autour de ce bras de fer. « Dans d'autres pays, des journalistes sont emprisonnés et malheureusement, en raison du manque d'unité de la presse, certains d'entre eux continuent de croupir en prison. Ce bel exemple d'union que nous avons vu en Guinée doit être perpétué », a déclaré Abdoul Malick Diallo.

Samuel Demba. D

## MINISTÈRE DE LA JUSTICE

## Alphonse Charles Wright annonce le service militaire obligatoire pour les élèves greffiers et auditeurs de justice

Les élèves greffiers et auditeurs de justice admis à leur concours ont été reçus le mercredi 24 mai 2023, par le ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Alphonse Charles Wright, qui en a profité pour leur annoncer que désormais le service militaire sera obligatoire pour eux.



« Comment vous voudrez qu'un magistrat puisse bénéficier du port d'arme s'il ne suit pas une formation militaire ? Pas la formation militaire en tant que telle mais juste leur apprendre le maniement des armes pour pouvoir un tout petit peu faire les exercices physiques et tout ce qui en suit. Tout ça rentre dans le cadre de la santé mentale des auditeurs de justice qui suivront les cours de médecine légale parce que même si forcément ils ne vont pas tous être des médecins. Mais pourquoi ils vont suivre les cours de médecine légale ? Tout ça c'est pour les outiller, les préparer. Ils seront là un jour à être au niveau du tribunal militaire, donc il faut savoir ce qui se passe à ce niveau. (...) Cette fois-ci, le

service militaire va être obligatoire, ça va être instauré. Pourquoi vous devez le faire ? La santé mentale et physique est importante. Le port des armes est autorisé, qui va vous apprendre ça si vous n'irez pas là-bas. Vous irez au camp. L'autre but recherché, c'est de les outiller, d'avoir la capacité de comprendre quelle est la différence entre arme blanche et arme à feu, quelle est la différence entre une mort naturelle et une cause suspecte. Bref c'est une formation qu'il faut mettre en place... », a fait remarquer le ministre de la Justice et des Droits de l'homme, Alphonse Charles Wright.

Mamadou Saïdou

## VIE POLITIQUE

## Sale temps pour cadres et militants du RPG Arc-en-ciel en Haute Guinée

Sale temps pour les cadres et les militants du RPG Arc-en-ciel en Haute Guinée, le bastion de l'ancien parti au pouvoir. Du 24 au 26 mai, des cadres et militants de cette formation politique fondée par le professeur Alpha Condé se sont fait arrêter à Siguiri et à Kankan.

Le RPG Arc-en-ciel a tenu son assemblée générale hebdomadaire le samedi 27 mai à son siège national à Gbessia. A cette occasion, le bureau politique national du

parti, à travers un communiqué, a dénoncé avec vigueur ce qu'il considère comme des arrestations arbitraires des militants à l'intérieur du pays, notamment, à Siguiri et Kankan. Le parti d'Alpha Condé a appelé les autorités locales à plus de responsabilité et à procéder à leur libération sans délai.

« La Direction Nationale du Rassemblement du peuple de Guinée (RPG Arc-en-ciel) est préoccupée par des arrestations arbitraires dont font l'objet les militantes et militants de notre Parti dans les villes de Kankan

et de Siguiri. En effet, les 24 et 25 mai 2023, les populations dans ces deux localités ont manifesté dans une ambiance pacifique sans casse ni heurts. Face à la gravité de cette situation qui constitue une nouvelle fois, la remise en cause des acquis démocratiques si chèrement acquis, notre parti le RPG Arc-en-ciel exprime sa pleine solidarité aux populations de Kankan et de Siguiri, ainsi qu'aux militantes et militants de notre Parti faisant l'objet de persécutions en particulier.

Le RPG Arc-en-ciel toujours fidèle à sa vocation de Parti du rassemblement du peuple de Guinée, dénonce cette attitude et appelle les autorités locales à plus de responsabilité et à procéder à la libération sans délai desdites femmes.

En tout état de cause, notre parti ne renoncera jamais à la lutte pour la liberté et la défense des Droits humains », peut-on lire dans le communiqué du bureau politique national du RPG Arc-en-ciel.

Mamadou Saïdou



## DISTRICT 403-A1 DU LION'S CLUB **La Guinéenne Mariame Diallo Tounkara élue gouverneure pour un an**

*La Guinéenne Mariame Diallo Tounkara vient d'être élue, pour un an, gouverneure du District 403-A1 du Lion's Club international lors du congrès à Cotonou au Bénin. Un district qui comprend 8 pays. Les Lions de Guinée ont organisé une cérémonie le samedi 27 mai 2023 à Conakry pour accueillir la nouvelle Gouverneure du District.*



**D**ans son intervention de circonstance, la Gouverneure Mariame Diallo Tounkara, qui entrera en fonction le 1er juillet prochain, a décliné ses priorités. « Nos domaines de priorité seront de lutter contre le diabète, le cancer infantile, de lutter contre la malnutrition, d'aider les personnes malvoyantes à ne pas perdre la vue, de lutter contre la dégradation de l'environnement, d'accompagner les jeunes et de servir les femmes et les enfants...C'est une grande

fierté en tant que femme pour diriger le district 403 A1 qui est composé de 8 pays. C'est une fierté pour moi. Mon message pour les lions de Guinée c'est de renforcer les rangs et de faire du service parce qu'ici le but de notre association c'est de servir les démunis, de servir nos communautés et j'invite donc les lions de Guinée à resserrer les rangs. J'invite aussi les personnes de bonne volonté qui servent tous les jours mais qui ne sont pas dans un mouvement associatif de se joindre aux Lion's club

pour servir. Et plus nous serons nombreux, plus nous aurons un impact positif sur les communautés dans lesquelles nous vivons», a-t-elle indiqué.

Abdoulaye Conté est le président de la région 16. Il a promis d'accompagner Mariame Diallo Tounkara pour la réussite de son mandat. «Chaque année, un candidat ou une candidate devient gouverneur des huit (8) pays. Chaque année, donc à l'issue d'un mandat d'une année. Nous sommes très démocrates, donc cette année c'est notre compatriote Mariame Ghandi qui va être gouverneure pendant une année, c'est-à-dire de Juillet 2023 à Juin 2024. Elle sera gouverneure alors de ces pays. Nous les lions, nous avons voulu à travers cet événement aujourd'hui l'accueillir, la célébrer, lui dire bienvenue parce que la Guinée est fière. Pendant une année, elle va passer dans chaque pays, elle va être reçue comme un chef d'Etat et à chaque fois ça sera avec le drapeau guinéen. C'est une très grande fierté pour nous et tous les lions de Guinée avec plus de 400 membres en Guinée vont l'accompagner dans la réussite de ce mandat».

**Mamadou Saïdou**

## FODÉ OUSSOU FOFANA À PROPOS DE "PETIT SORY"

### « Ta contribution au football a été inestimable... »

*Ibrahima Sory Keita connu sous le sobriquet de "Petit Sory", sociétaire du légendaire Hafifa FC, triple champion d'Afrique fait partie des monuments du football guinéen. Dr Fodé Oussou Fofana, l'un des vice-présidents de l'UFDG, a pensé à lui rendre un hommage mérité de son vivant.*

« Cher Grand frère Ibrahima Sory Keita, dit "Petit Sory", aujourd'hui, je tiens à rendre hommage à l'un des plus grands joueurs guinéens et africains de tous les temps. Ta contribution au football a été inestimable et tu as véritablement hissé notre sport bien haut, tu étais une source d'inspiration et une fierté. . Ton talent indéniable et ta passion pour le jeu ont illuminé les terrains de football. Ta maîtrise technique, ta vitesse, ta vision du jeu et ta capacité à marquer des buts spectaculaires étaient simplement exceptionnelles. Tu as démontré un niveau de jeu extraordinaire qui a impressionné tant de personnes à travers l'Afrique et au-delà. Au-delà de tes compétences footballistiques, tu as été un modèle de détermination et de persévérance. Tu as dû faire face à de nombreux défis, mais tu ne t'es jamais découragé. Tu as toujours donné le meilleur de toi-même sur le terrain, te surpassant à chaque match. Tu étais un guerrier sur le terrain et un leader hors pair. Aujourd'hui, je prie pour que le Tout-Puissant te protège et te bénisse, mon cher frère. Que



ta santé et ton bonheur soient préservés, et que ta vie soit comblée de réussite et d'épanouissement. Que tu continues d'inspirer les générations futures à travers ton parcours exceptionnel. Merci, cher grand frère Petit Sory, pour tout ce que tu as apporté au football guinéen, africain et mondial. Ta légende perdurera et ton héritage vivra à travers chaque jeune joueur qui rêve de suivre tes traces. Avec tout mon respect et mon admiration, Ton éternel admirateur. », a expliqué Dr Fodé Oussou FOFANA.

**Mamadou Saïdou**

## CNT

# Un engouement exceptionnel autour de la 2ème journée citoyenne et sportive

**L**a 2ème journée citoyenne et sportive, initiée par le CNT, s'est tenue le samedi, 27 mai 2023 sur l'esplanade du palais du peuple. Cette fois-ci, les organisateurs ont procédé au dépistage du diabète et de l'hypertension. Il y a eu des séances de sensibilisation, des conseils ont été prodigués aux sportifs ayant pris part à cette 2ème journée citoyenne et sportive.

« Nous avons décidé de coupler cette activité médicale qui porte sur le diagnostic du

diabète et de la tension artérielle pour permettre de contribuer à la lutte contre ces maladies non transmissibles, mais qui pèsent lourd sur toutes les populations de la Guinée particulièrement sur l'Etat», a fait savoir le conseiller en santé et en éducation du président du CNT, Dr Balla Camara.

« Nous avons besoin de se retrouver dans ce cadre, pour, au-delà du sport, procéder au

renforcement des liens entre les différentes corporations, parce qu'ici vous avez les ministres, les ambassadeurs, directeurs des institutions, les gouverneurs de la Banque Centrale et de la ville de Conakry et l'administration parlementaire au complet. C'est l'occasion pour moi de remercier tous ceux qui sont venus soutenir le CNT et surtout vous les médias, fortement mobilisés. Nous

sommes vraiment réconfortés et rassurés que le travail que nous sommes en train d'abattre soit apprécié et salué», a indiqué la vice-présidente Hadja Maimouna Yombouno.

Quant à la conseillère nationale de la transition, membre de la commission loi, Fatoumata Lamarana Bah, elle a dit ceci : « Depuis que je suis venue au CNT, c'est la première fois que

j'exerce le sport. Cela, grâce à cette initiative, pour laquelle je dis merci à notre président du CNT, Dr Dansa Kourouma. Je lui demande donc de pérenniser cet exercice. Je demande également à ceux-là qui ne s'intéressent pas encore au sport, de réaménager leur programme afin de pratiquer le sport, ne serait-ce qu'une fois par semaine»

**Mamadou Saïdou**



CRIEF

## Kassory Fofana obligé de prendre son mal en patience

Décidément, le dernier Premier ministre du régime d'Alpha Condé n'est pas au bout de ses ennuis judiciaires et sanitaires. Selon des sources dignes de foi, le natif de Forécariah serait dans un état préoccupant aujourd'hui dans une clinique de Conakry. Et pour éviter le pire, des voix ne cessent de s'élever pour demander aux autorités de la transition de faciliter son évacuation à l'étranger pour des soins appropriés.



La CRIEF (Cour de répression des infractions économiques et financières) reste droit droite dans ses bottes. Cette juridiction créée par le tombeur d'Alpha Condé poursuit certains dignitaires du régime déchu pour des faits présumés de détournement de deniers publics. Parmi eux, l'on peut citer notamment Dr Ibrahima Kassory Fofana (ancien Premier ministre), Dr Mohamed Diané (ancien ministre de la Défense), Amadou Damaro Camara (ancien président de l'assemblée nationale), Dr Ibrahima Kourouma (ancien ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme), Oyé Guilavogui (ancien ministre des Postes et Télécommunications). Et le constat est que la plupart de ces dignitaires détenus sont malades. Amadou Damaro Camara et Kassory Fofana sont actuellement hospitalisés dans deux structures sanitaires de Conakry. Ces

derniers temps, c'est l'état de santé de Kassory Fofana qui semble le plus critique. Pour beaucoup d'observateurs, les autorités de la transition devraient donc prendre des dispositions idoines pour éviter le pire dans ce cas précis. Il y a quelques mois, l'on s'en souvient, l'ancien président de la CENI, Louceny Camara, est mort en détention alors qu'il avait besoin d'être évacué pour des soins. Cela avait choqué plus d'un Guinéen et toutes les organisations de défense des droits de l'homme. Les avocats de Kassory et de Damaro ne cessent de demander une remise en liberté sous condition pour leurs clients mais en vain. Ils vont donc devoir prendre leur mal en patience. Il y a espérer vivement que des actes seront posés à temps pour éviter qu'il y ait d'autres cas de morts en détention. A un moment donné, il faut montrer le visage humain de la justice.

Mamadou Saïdou

Lisez le journal numérique sur le site

**KèfinaFasso**  
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

LEVÉE DU CONTRÔLE JUDICIAIRE D'ACTEURS POLITIQUES

## Elhadj Mamadou Sylla de l'UDG s'en félicite

L'UDG a tenu son assemblée générale le samedi 27 mai 2023 à son siège national à Kagbelen (Dubréka). Une occasion que son président, Elhadj Mamadou Sylla, a mise à profit pour exprimer toute sa satisfaction par rapport à la levée du contrôle judiciaire qui pesait sur lui et huit autres acteurs politiques membres du Quatuor.

En 2022, l'on s'en souvient, au lendemain d'une manifestation, à l'appel du FNDC désormais dissous par le ministère de l'Administration du Territoire et de la décentralisation (MATD), neuf acteurs politiques membres du Quatuor ont eu maille à partir avec la justice. Parmi eux, l'on peut citer notamment Dr Fodé Oussou Fofana, Cellou Baldé, Elhadj Mamadou Sylla et Etienne Soropogui. Ils ont par la suite été placés sous contrôle judiciaire. Et la levée de ce contrôle judiciaire faisait jusqu'ici partie des préalables brandis par les Forces vives de Guinée pour engager

des discussions sérieuses avec les autorités de la transition. Grâce à la médiation des religieux, ce contrôle judiciaire a finalement été levé, à la grande joie des intéressés. A la faveur de l'assemblée générale de son parti, l'UDG, qui s'est tenue le samedi 27 mai 2023 à son siège national à Kagbelen (Dubréka), Elhadj Mamadou Sylla a exprimé toute sa satisfaction par rapport à la levée de ce contrôle judiciaire qui pesait sur lui et huit autres acteurs membres du Quatuor, comme indiqué plus haut. « Si aujourd'hui, ils ont levé ce contrôle judiciaire-là, on ne peut que s'en réjouir parce que le contrôle

judiciaire, on peut dire que c'est petite prison malgré que l'autre est bloqué, il ne sort pas dans une cour mais l'autre aussi, on lui dit qu'il ne peut pas dépasser le grand Conakry à savoir Conakry, Coyah et Dubréka. Aujourd'hui on est très content parce qu'à chaque fois qu'on voulait sortir, il fallait demander à travers nos avocats une autorisation de sortir au procureur. Des fois, ils acceptent et des fois ils refusent. Maintenant on est libre comme poisson dans l'eau », a déclaré Elhadj Mamadou Sylla, président de l'UDG et de la coalition politique dénommée la CORED.

Kèfina Diakité

## COMMUNIQUE

**Dr Moro Achiou SIDIBE, ophtalmologiste tradi-praticien spécialiste de traitement de maux d'yeux.**

Fini votre problème d'affection oculaire, informe toute la population guinéenne qu'il est à leur disposition pour toutes les maladies à savoir : vision floue, cataracte, tension oculaire, presbytie, le larmolement, taie, inflammation, hypermétropie, onchocercose, conjonctivite, démangeaison, trachome, faiblesse sexuelle, hémorroïde interne et externe, stérilité, marra, règle douloureuse et toute autre infection d'homme et femme.

La cataracte se soigne en moins de cinq minutes.



Sa clinique se situe au carrefour ex hôtel Ghessia, cité de l'air près de la station STAR non loin de l'arrêt bus, ouvra-

ble tous les jours de 8h à 19h.

**Contacts :**  
628-21-46-14  
664-24-54-37



## CFP DE RATOMA

## Le Premier ministre lance les travaux de construction du Village numérique de Guinée

L'enceinte du Centre de formation professionnelle (CFP) de Ratoma a servi de cadre le samedi 27 mai, à la cérémonie de lancement des travaux de construction du village numérique de Guinée, une initiative du ministère de l'Enseignement technique, de la Formation professionnelle et de l'Emploi. Une cérémonie présidée par le Premier ministre, Dr Bernard Goumou.



« Dans ce parcours, il y aura, au-delà du pôle éducation numérique, le pôle entrepreneuriat numérique. Les Guinéens qui se distingueront par leurs idées, par leurs innovations vont trouver sur ce

site, des infrastructures et un programme qui va les aider à grandir et devenir des grands entrepreneurs et à proposer leurs services et produits à la Guinée et au reste du monde. Les Guinéens sont intelligents.

Si on met une telle infrastructure et un tel programme en place, on est sûr de compétir devant n'importe quel pays du monde sur les questions du digital et surtout en Afrique.

Il y aura un pôle école nationale du numérique. Il y a aussi un pôle de recherche et développement et innovation qui va permettre de nourrir tout ce parcours et de pouvoir bénéficier des recherches, des innovations et les dernières trouvailles pour améliorer et alimenter leurs entreprises... Dans ces installations, vous avez une installation qui s'occupe des questions de formation sur l'hôtellerie, la restauration et le tourisme. Ici, il y a le CFP maritime mais il y aura également d'autres installations, y compris le logement des enseignants, le logement des fonctionnaires et qui va permettre d'évoluer en toute sérénité », a expliqué Alpha Bacar Barry, ministre de

l'Enseignement technique, de la Formation professionnelle et de l'Emploi.

Dans son intervention de circonstance, le Premier ministre, Dr Bernard Goumou, a indiqué que le village numérique de Guinée sera bien plus qu'une simple construction. « C'est une vision de l'avenir de notre pays, une vision dans laquelle nous devenons une nation prospère et compétitive sur la scène internationale. Selon les instructions du Chef de l'Etat, nous sommes donc déterminés à faire de la Guinée un acteur majeur dans la révolution numérique en Afrique », dira le locataire du palais de la Colombe.

Kèfina Diakité

## NIGERIA

## L'insécurité, dossier brûlant du nouveau président nigérian Tinubu

La résurgence des attaques massives de groupes criminels et jihadistes au Nigeria, un temps ralenties pendant la période électorale, est un cruel rappel des immenses défis qui attendent dès lundi le nouveau président Bola Tinubu à la tête du pays le plus peuplé d'Afrique.

Ces violences sont aussi une illustration cinglante de l'échec du président sortant Muhammadu Buhari, un ancien général putschiste de l'armée, qui s'était fait élire démocratiquement en 2015 et en 2019 avec la promesse de ramener la paix au Nigeria.

Car, pas une semaine, pas une journée ne se passe sans que des attaques d'envergure de groupes criminels (dans le nord-ouest et le centre), jihadistes (dans le nord-est), ou séparatistes (dans le sud-est) n'endeuillent le géant ouest-africain, pourtant l'un des pays les plus dynamiques du continent.

Leur fréquence et leur intensité menaçaient d'ailleurs les élections présidentielle, législatives et régionales de février et mars. Une relative accalmie observée durant la période électorale avait surpris tout le monde, et permis la tenue de ces scrutins, même dans les régions les plus volatiles. Elle a rendu possible l'élection de Bola Tinubu qui doit prêter serment lundi, bien

que les résultats soient contestés devant la justice par l'opposition qui dénonce des fraudes massives du parti au pouvoir.

Cette accalmie a toutefois été de courte durée, car dès avril le bruit des armes reprenait avec toujours plus de force. Depuis deux mois, la liste des attaques semble sans fin: plus de 100 morts et 3.000 déplacés après des affrontements entre communautés, 25 fidèles enlevés dans une église, 5 militaires tués dans l'explosion d'une mine...

« Dès son entrée en fonction, le nouveau président sera confronté à d'importants problèmes de sécurité », note Emeka Okoro, analyste sécuritaire pour le groupe d'analyse SBM Intelligence, et il devra s'attaquer à trois fronts majeurs.

Le plus urgent et prioritaire est celui du centre et nord-ouest du Nigeria, selon M. Okoro. Dans ces régions agricoles et pauvres, la compétition féroce pour la terre dégenère fréquemment en affrontements meurtriers entre agriculteurs et éleveurs, où l'absence de justice et de protection du pouvoir a contribué à faire naître des gangs armés, responsables de tueries de masse et d'enlèvements contre rançon. L'armée dit mener des opérations contre ces « bandits », mais les résultats

peinent à se faire sentir.

« Les bandits envahissent une communauté, tuent les habitants et détruisent leurs biens, sans résistance ou presque de la part des forces de sécurité, qui n'apparaissent sur place que longtemps après pour regarder les cendres », dénonçaient mi-mai Muhammadu Sa'ad Abubakar III, le Sultan de Sokoto, l'une des régions parmi les plus attaquées.

Conflit jihadiste

Durant sa campagne, M. Tinubu a promis, une fois élu, de mettre fin aux violences en réformant les forces armées pour les rendre « plus robustes », en augmentant les recrutements, la formation et leurs équipements.

Pour la chercheuse Idayat Hassan, directrice du Centre pour la démocratie et le développement (CDD), la nouvelle administration devra s'éloigner « de l'approche centrée sur l'ennemi, centrée sur les armes », qui a prévalu sous la présidence Buhari, pour « adopter une approche non militaire », en s'attaquant aux problèmes sous-jacents, tels que le « chômage, la pauvreté, la lutte contre la marginalisation ». Elle insiste sur l'urgence de « réformer la justice ».

Autre front sur lequel est très attendu M. Tinubu, le conflit jihadiste qui sévit depuis 14 ans



dans le nord-est du pays ayant fait plus de 40.000 morts et 2 millions de déplacés. Sous la présidence de Buhari, l'armée a certes réussi à reconquérir de nombreux territoires pris par le groupe Boko Haram, mais le groupe rival Etat islamique en Afrique de l'Ouest (Iswap) s'est aussi renforcé. Le choix du vice-président de M. Tinubu en la personne de Kashim Shettima, ancien gouverneur de l'Etat du Borno, epicentre de l'insurrection, peut « faire une grande différence », espère Mme Hassan, même si certains lui reprochent d'avoir laissé croître Boko Haram sous sa gouvernance. Enfin dans le sud-est du Nigeria, M. Tinubu devra faire face à une agitation de groupes séparatistes, qui attaquent les policiers en nombre, et où la population se sent

marginalisée. Il est peu probable que la situation s'améliore, pense Mme Hassan, alors que la défaite lors la présidentielle du candidat Peter Obi, originaire de cette région, a provoqué une immense déception.

Enfin, de nombreux Nigériens espèrent que la nouvelle administration mettra fin aux graves abus commis par les forces de sécurité à travers le pays, et largement documentés par les organisations de défense de droits humains. Tel Human Rights Watch, qui exhorte le nouveau président à inverser « les reculs significatifs en matière de droits de l'Homme » observés sous les mandats Buhari.

AFP



Nous avons transformé notre expérience client pour mieux vous servir



Bienvenue à

## EcobankAssist



**Vous avez eu un problème avec Ecobank ? Nous avons créé un processus simple pour aider à résoudre toute préoccupation que vous pourriez avoir.**

 [Ecobank.com/EcobankAssist](https://ecobank.com/EcobankAssist)

 +224 664 100 101 |  [businessassist@ecobank.com](mailto:businessassist@ecobank.com)

[ecobank.com](https://ecobank.com)

**Ecobank**  
La Banque Panafricaine